

E 2001 (B) 4/17

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 22 septembre 1923

M. Mussolini m'ayant prié de passer au Ministère ce matin au sujet de l'incident de Lugano¹, je me suis rendu chez lui avec votre télégramme n° 11², dont j'ai l'honneur de vous accuser réception, en vous confirmant notre télégramme de ce jour n° 18.³

Votre dépêche étant en clair et ne contenant aucune instruction contraire, j'en ai donné lecture au Président. Il a exprimé sa satisfaction au sujet des mesures prises par nos autorités et m'a proposé immédiatement de publier un communiqué dans les journaux, de façon à couper court aux discussions de presse et à clore l'incident. J'ai accepté avec empressement. Sur ma demande, le communiqué a été rédigé immédiatement, et le Président me l'a lu lui-même. C'est une courte note sous le titre «L'incident de Lugano est clos». On y parle de notre entrevue, dans laquelle j'ai donné connaissance au Président de l'arrestation d'un certain nombre de personnes à la suite des faits de dimanche dernier, après quoi «le Gou-

1. Cf. n° 287.

2. *Télégramme n° 11 du 21 sept. 1923*: Enquête immédiatement ordonnée par gouvernement tessinois sur regrettables incidents survenus dimanche Lugano, se poursuit; neuf individus apparemment socialistes sont actuellement arrêtés et déférés à autorité judiciaire pour poursuite pénale. Lorsque jugement sera intervenu, autorités fédérales examineront si cas échéant mesures expulsion seraient justifiées contre un ou autre inculpé. Police tessinoise renforcée qui reçut ordre empêcher manifestations, fut peut-être dans son désir éviter toute collision grave, insuffisamment énergique. Enquête continue à cet égard; policiers qui n'empêchèrent pas que dimanche matin insignes fascistes fussent arrachés de quelques boutonniers seront sans doute blâmés. Malgré interdiction porter chemise noire sur territoire suisse, plupart fascistes portèrent regrettablement chemise noire sous autre vêtement qui ne la rendit pas complètement invisible; ceci paraît avoir contribué à exciter certains esprits déjà agités par incidents récents à Varese, où neuf septembre, ouvriers venus du Tessin se virent enlever drapeau rouge et blanc cravaté aux couleurs italiennes et rubans à couleurs tessinoises, et à Pallanza, où il y a un mois, société chant socialiste tessinoise aurait été molestée. Lorsque posséderons résultats complets enquête sur incidents seize septembre, ne manquerons pas en faire donner connaissance gouvernement italien (E 2200 Rome 13/1).

3. *Non reproduit.*

25 SEPTEMBRE 1923

763

vernement royal considère comme clos cet incident qui n'est pas de nature à troubler les excellentes relations entre la Suisse et l'Italie.» Je vous remettrai du reste le texte exact dès qu'il aura paru dans les journaux.

Je n'ai pas manqué de faire relever au Président l'attitude incorrecte de cet avocat Vaselli, qui serait allé trouver le commissaire de police de Lugano pour lui faire des sommations. Ce fait mérite d'être signalé à la Légation d'Italie à Berne.

Je n'ai prononcé, il va sans dire, aucune parole qui ait une apparence d'excuse, ni même de regrets, et me suis borné à lire votre télégramme et à rappeler les incidents de Varèse et Pallanza.

L'entrevue a été du reste fort cordiale. Nous avons commencé par parler de Genève, de la Société des Nations, de l'incident d'Albanie etc. J'ai expliqué l'attitude de la presse suisse. Mussolini ne m'a exprimé à cet égard aucun ressentiment. Il en a beaucoup, en revanche, pour l'Angleterre. Il a émis l'idée que la Suisse, en vertu de sa neutralité, n'aurait pas dû entrer dans la Société des Nations!

Pour finir, il a manifesté le désir d'avoir connaissance des paroles que vous avez prononcées hier au sujet de l'Italie: ces paroles, a-t-il dit, devraient être communiquées intégralement à la presse.

Je suppose que nos socialistes critiqueront la solution intervenue. J'estime que nous nous en tirons pour le mieux. On pouvait craindre que le Gouvernement italien se laisserait impressionner par la direction du parti fasciste, qui a publié une sorte d'ultimatum offensant et ridicule à l'adresse des Autorités suisses: il n'en est rien. Le communiqué à la presse se termine par des paroles des plus amicales concernant nos bonnes relations mutuelles. Après les violentes polémiques des journaux de ces derniers jours au sujet des divers incidents, ces paroles feront la meilleure impression.